



Numéro 8

Octobre 2023

Vigiles des Soeurs par l'esprit

**Hommage aux femmes et aux filles autochtones
disparues et assassinées**

**Journée nationale de la vérité et de la réconciliation
– Journée du chandail orange**

- **Des dizaines de milliers de personnes soulignent la troisième
Journée nationale de la vérité et de la réconciliation**

Vigile du troisième anniversaire

- **Se souvenir de Joyce Echaquan**

**Mettez fin à l'exploitation minière illégale et à l'extraction
des ressources dans le Nord de l'Ontario!**

- **Des milliers de manifestants à Queen's Park exigent que le
gouvernement Ford respecte la compétence des peuples autochtones**

Journée d'action nationale « Fouillez les décharges »

- **Des actions dans tout le pays pour exiger justice et dignité pour les
femmes autochtones assassinées**
- **Rassemblement sur la colline du Parlement à l'ouverture de la
session d'automne**

Vigiles des Soeurs par l'esprit

**Hommage aux femmes et aux filles autochtones
disparues et assassinées**

Le 4 octobre, des vigiles et d'autres événements ont eu lieu au Québec et dans tout le Canada pour honorer la mémoire des milliers de femmes et de filles autochtones disparues et assassinées. Les vigiles ont lieu depuis 2006 à l'initiative de l'Association des femmes autochtones du Canada et de différentes organisations locales.



Calgary, le 4 octobre 2023



Squamish, 4 octobre 2023

Cette année, des vigiles ont eu lieu entre autres dans la région de la capitale nationale, à Montréal, Thunder Bay, North Bay, Nipissing, Kingston, Oshawa, Toronto, St. Catharines, Windsor, Regina, La Ronge, Calgary, Fort McMurray, Lethridge, Oliver, Squamish, Vancouver et Dawson City.

« Les vigiles soutiennent les familles endeuillées et offrent des voies de guérison; elles visent à constituer un mouvement de changement social, uni dans la demande d'action sur une question qui nous concerne tous », déclare l'Association des femmes autochtones du Canada dans le matériel d'organisation des événements.

Le nombre de personnes disparues et assassinées est une preuve accablante du refus du gouvernement d'agir. Les disparitions et les décès se poursuivent à un rythme alarmant, tandis que l'État refuse d'enquêter et de traduire les responsables en justice, souvent parce qu'il considère au départ les morts suspectes comme des suicides ou des accidents, et les femmes disparues comme ayant fugué et « ne voulant pas être retrouvées ».

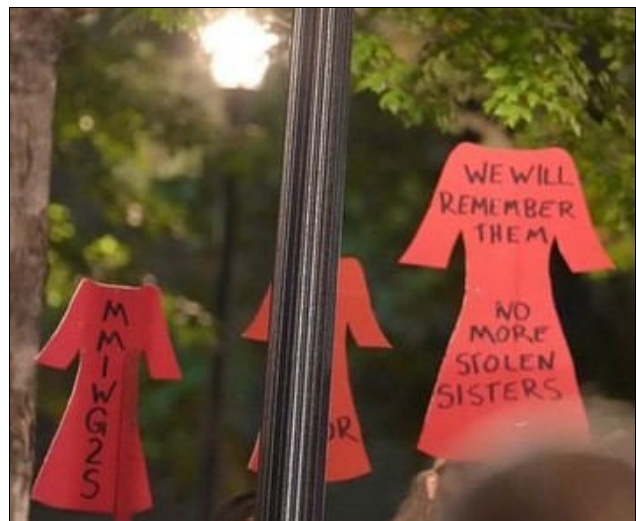
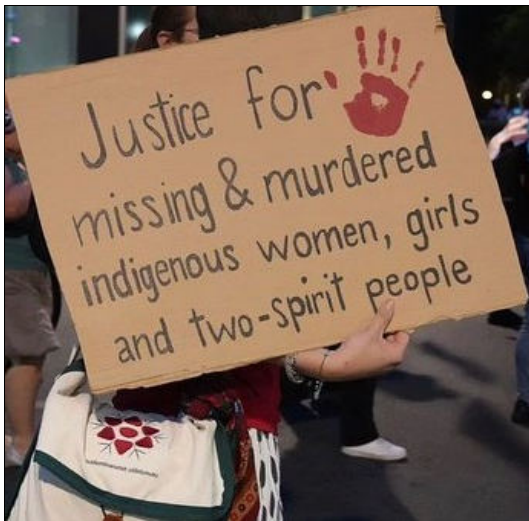
Sans parler du fait que, dans de nombreux cas, la police et d'autres agents de l'État sont eux-mêmes impliqués dans des violences racistes commises en toute impunité à l'encontre de femmes et de jeunes filles autochtones. L'État fait très peu également pour mettre en oeuvre les 231 appels à la justice lancés dans le rapport final de l'Enquête nationale sur les femmes et les filles autochtones disparues et assassinées.

Le blocage du gouvernement fédéral sur la demande – qui a reçu un large soutien dans tout le pays – de rechercher dans les décharges les restes d'au moins trois femmes autochtones assassinées à Winnipeg cette année est au premier plan et constitue une preuve de plus que malgré toutes les expressions de souci des gouvernements, les femmes et les filles autochtones sont considérées comme des objets jetables.

Charlottetown



Montréal



Toronto



Windsor





Vaughan



Nipissing



Athabasca



Lethbridge





Calgary





(Photos : LML, A. Woo, My Sea to Sky, Iskwea, C. Ainsworth, Anishinabek Nation, Bullfrong, Austin Photo, L. Beebe)



**Journée nationale de la vérité et de la réconciliation
– Journée du chandail orange**

**Des dizaines de milliers de personnes soulignent la
troisième Journée nationale de la vérité et de la
réconciliation**



Montréal

Les peuples autochtones, les Canadiens et les Québécois ont tenu des rassemblements, des marches, des événements culturels et des vigiles le 30 septembre pour souligner la troisième Journée nationale de la vérité et de la réconciliation dans tout le pays. Des programmes ont été organisés dans de nombreuses écoles. Cette journée a rendu hommage aux victimes et aux survivants du système des pensionnats indiens, dans lequel plus de 150 000 enfants métis, inuits et des Premières Nations ont été enlevés par l'État colonial canadien. Ces enfants ont été envoyés dans des écoles administrées par les églises loin de leur famille afin de détruire les cultures des peuples autochtones

et de les effacer en tant que peuples dans un projet de colonisation brutal. La Journée nationale de la vérité et de la réconciliation a également rendu hommage aux victimes de la « rafle des années 1960 » au cours de laquelle des enfants autochtones ont été enlevés à leur famille par des organismes de protection de l'enfance et placés en adoption ou dans des foyers non autochtones.

La Journée nationale de la vérité et de la réconciliation 2023 a été l'expression de l'unité entre les peuples autochtones, les Canadiens et les Québécois pour non seulement reconnaître les actes répréhensibles commis par l'État canadien dans le passé, mais aussi pour mettre fin à la violence que l'État exerce aujourd'hui contre les peuples autochtones. C'était aussi une expression d'unité politique pour travailler ensemble pour rendre justice aux plus de 6 000 enfants qui sont morts dans les pensionnats, selon le rapport de 2015 de la Commission de vérité et réconciliation. En même temps, elle reflète la détermination à s'assurer que les survivants du système des pensionnats et leurs familles soient adéquatement indemnisés et soutenus pour compenser cet horrible génocide en demandant des comptes aux gouvernements canadiens et aux institutions de l'État.

Malgré les pieuses proclamations du premier ministre Justin Trudeau à cette occasion, qui a dit qu'« alors que les communautés poursuivent leurs recherches pour retrouver les enfants qui ne sont jamais rentrés chez eux, le gouvernement du Canada les accompagnera tout au long du processus en leur fournissant les ressources dont elles ont besoin pour faire toute la lumière sur ce qui s'est passé dans les pensionnats, rendre hommage aux enfants disparus et soutenir les communautés dans leur cheminement vers la guérison », la réalité est que très peu de mesures ont été prises par le gouvernement libéral pour donner suite aux 94 appels à l'action de la Commission de vérité et réconciliation.

En fait, les libéraux de Trudeau ont continué la violence coloniale raciste contre les peuples autochtones, comme dans le cas des attaques paramilitaires organisées par l'État contre les défenseurs de la terre wet'suwet'en à la défense de leurs droits ancestraux sur leur territoire, le refus continu de prendre des mesures pour mettre fin au génocide contre les femmes, les filles et les personnes bispirituelles autochtones et le sous-financement des programmes sociaux pour les communautés autochtones.

Comme le souligne la déclaration du 29 septembre de l'Association des femmes autochtones du Canada : « Lorsque la Commission de vérité et réconciliation a publié son rapport final, nous avions bon espoir que le processus de réconciliation allait réellement commencer. Le premier ministre a promis de répondre aux 94 appels à l'action. Mais voilà que huit ans plus tard, seuls quelques-uns de ces appels ont fait l'objet d'un suivi. Les travaux visant à les mettre en oeuvre semblent être au point mort. Et certains des appels les plus simples n'ont même pas été abordés. » L'association a appelé le gouvernement et les politiciens à agir maintenant pour mettre en oeuvre les 94 appels.

Cette année, la Journée nationale de la vérité et de la réconciliation est l'expression de la détermination des peuples autochtones unis aux peuples du Canada et du Québec à intensifier la lutte pour les droits des peuples autochtones afin de mettre fin à l'histoire et à l'héritage colonialistes racistes du Canada.

Colline du Parlement, Ottawa

La troisième Journée nationale de la vérité et de la réconciliation a été commémorée le 30 septembre sur la colline du Parlement. Les t-shirts orange, qui sont devenus l'emblème des enfants morts ou disparus dans les pensionnats, étaient omniprésents sur la Colline et dans les rues d'Ottawa.

De nombreux intervenants ont souligné que la Journée nationale de la vérité et de la réconciliation

était le fait des survivants eux-mêmes. L'aînée Doreen Bernard a déclaré : « Nous rendons hommage aux enfants disparus qui ne sont jamais rentrés chez eux, aux enfants qui ont été retrouvés et à ceux que nous cherchons encore. Nous honorons le courage des survivants qui ont mené la lutte pour la justice, pour dire la vérité, pour dire au Canada et au monde que nous avons survécu à un génocide. Nous rendons hommage aux survivants et à tous nos descendants qui luttent aujourd'hui contre les répercussions des pensionnats. »

Stephanie Scott, du Centre national pour la vérité et la réconciliation, a remercié les survivants autochtones, inuits et métis. « Sans votre force et votre courage, il n'y aurait pas eu d'excuses ni de Commission de vérité et de réconciliation ni de Centre national pour la vérité et la réconciliation. Les survivants ont insisté pour que la vérité sur les pensionnats ne soit jamais oubliée.

Aujourd'hui, nous rendons hommage à tous les survivants qui sont avec nous et aux enfants qui sont morts dans ces établissements. Nous devons respecter tous les survivants et amplifier leur voix. Le système des pensionnats avait pour but de détruire la culture autochtone, métisse et

inuïte, ainsi que nos langues, mais il n'y est pas parvenu. Les esprits de ceux qui n'ont jamais pu rentrer chez eux nous appellent à nous souvenir et à les honorer. Nous avons un symbole puissant de ces vérités.

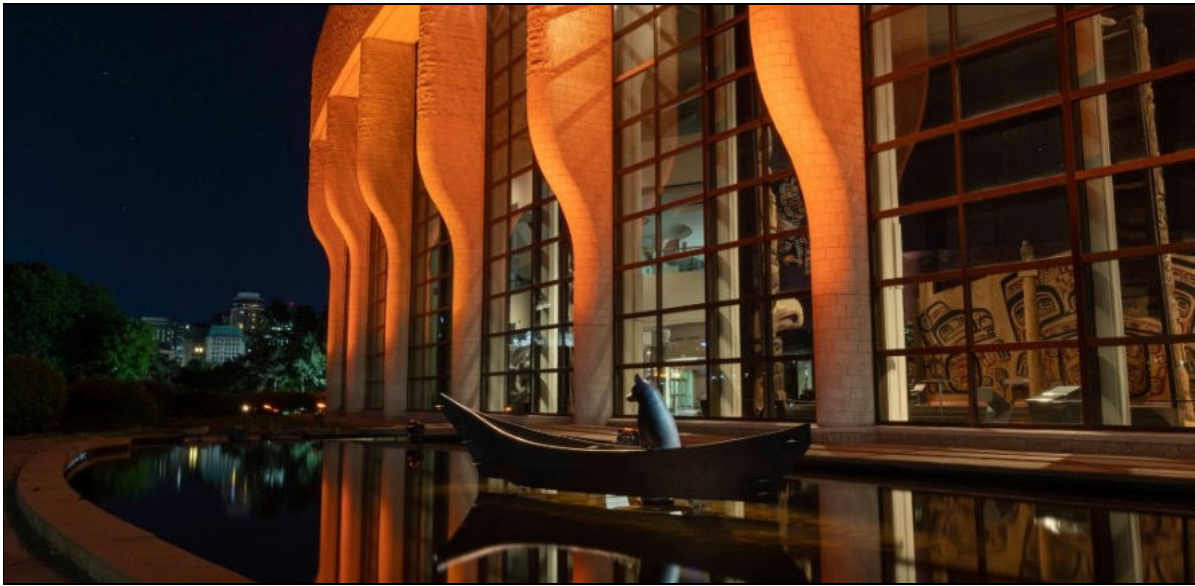


« Le Registre commémoratif national des élèves contient les noms de 4 140 enfants identifiés grâce aux dossiers de leurs familles. Nos recherches se poursuivent. Nous n'avons pas encore tous les dossiers. Le Centre pour la vérité et la réconciliation continue de travailler avec les églises, le gouvernement et d'autres acteurs afin que nous puissions enfin accéder aux 23 millions de dossiers qui n'ont pas été communiqués à la Commission pour la vérité et la réconciliation. Nous savons que d'autres enfants seront retrouvés et que leurs noms seront ajoutés. »

Le Registre commémoratif national des élèves a été créé afin de ne jamais oublier les enfants qui ne sont jamais retournés chez eux après leur placement dans les pensionnats autochtones et de leur rendre hommage. Il s'agit de la première fois que le nom des enfants qui ne sont pas rentrés chez eux après leur passage dans ces établissements est commémoré et rendu disponible à l'échelle du Canada.

Dans un acte solennel de commémoration, une bannière rouge portant les noms des enfants a été portée à l'avant du rassemblement et des chaussures ont été placées sur la scène pour représenter les enfants dont les histoires n'ont pas encore été racontées, mais qui sont honorés en esprit.





Montréal





Peterborough



Toronto





Cambridge



London



Windsor



Timmins



Winnipeg



Saskatoon



Régina



Calgary



Edmonton



Stony Plain



Vancouver





Surrey



Victoria



Port Alberni



Campbell River



Sechelt



(Photos : LML, J. Brake, Y. Durocher; St. Benedict School, Island Public, J. Donkersgoed, atlohsa, G. Pirie, M. Pahl, Dan Jet Fans, iiamjamieox, J. Bowes, K. Kay, P. Nichol, The Raven, W. Grant, Coast Meridian, D.R. Ross, K. Maximick, Claire from YVR)



Vigile du troisième anniversaire

Se souvenir de Joyce Echaquan



Le 28 septembre a marqué le troisième anniversaire de la mort de Joyce Echaquan décédée dans un hôpital de Joliette, au Québec, en partie à la suite des remarques racistes ayant entraîné un manque de soins médicaux. Joyce était de la communauté Atikamekw de Manawan

Des actions ont été organisées à travers le Québec pour commémorer sa mort, notamment par sa communauté à Manawan, ainsi qu'à Québec, Trois-Rivières et Montréal, entre autres.

L'action de Montréal a pris la forme d'une vigile organisée par le Collectif Soignons la justice sociale en collaboration avec le Bureau du principe de Joyce, à la Place du Canada. Plus d'une centaine de personnes y ont participé.

La Dr Nazila Bettache, chercheuse clinique et membre du Collectif, était la modératrice de la soirée. Elle a souligné que Joyce « a laissé un souvenir. Son geste, son legs ont inspiré des mouvements pour l'égalité dans les soins de santé autochtones, pour la sécurisation culturelle, le Principe de Joyce[1], et ont mobilisé des personnes, des institutions, des communautés entières, et sa voix continue de résonner en nous ». En tant que prestataires de soins de santé au sein du collectif, a-t-elle ajouté, « nous estimons qu'il est de notre devoir et de notre responsabilité d'agir chaque jour pour dénoncer le racisme dans les soins de santé ».



Leilani Shaw, Mohawk de Kahnawake et directrice générale par intérim du Réseau de la communauté autochtone à Montréal a présenté le travail de son organisation, qui « englobe divers

aspects du bien-être autochtone », en mettant l'accent sur la sécurité de l'accès aux services de santé.

Une étude menée par son organisation en 2012 sur les besoins en matière de santé des populations autochtones urbaines, a-t-elle expliqué, « a révélé des résultats stressants mais non surprenants », notamment que « les membres des communautés autochtones sont confrontés à une discrimination fondée sur leur origine, leur classe sociale et leur langue lorsqu'ils cherchent à obtenir des services de santé ». Cette situation, a-t-elle ajouté, « empêche de nombreuses personnes d'obtenir les soins dont elles ont désespérément besoin ». Les soins de santé mentale et la toxicomanie sont des préoccupations majeures », tout comme le « manque de sensibilité culturelle », de nombreuses personnes aspirant « à des services de guérison traditionnels », que les barrières rendent inaccessibles.

Son organisation a entrepris une deuxième étude récente, « un plan communautaire très complet » axé sur « la sécurité, le bien-être et l'appartenance » des peuples autochtones « à travers le prisme [de] la jeunesse autochtone et avec elle ». « Trouver un foyer et un sentiment d'appartenance dans ce paysage urbain est vital pour notre bien-être et notre survie. Nous devons nous sentir chez nous non seulement sur cette terre, mais aussi au sein des institutions qui devraient répondre à nos besoins fondamentaux. C'est pourquoi Joyce est si importante . »

Leilani Shaw ajoute que la détermination de Joyce « a conduit à des appels à la sensibilité culturelle, à des changements de politique, à une représentation accrue des autochtones et à la responsabilisation au sein du système de santé ».

En 2020, le réseau « est devenu un partenaire et un président du Cercle consultatif de la santé autochtone de Montréal, où nous préconisons des changements dans le système » « pour commencer à transformer le système qui a historiquement nui à notre peuple ». Ses priorités sont de « continuer à développer de nouvelles pratiques en matière de soins de santé holistiques et culturellement sécuritaires, de traitement de la toxicomanie et de logement social ».

Mathieu Robertson, un Atikamekw et un « navigateur » de Médecins du monde qui travaille dans la rue avec les sans-abri, a déclaré qu'il est souvent appelé à marcher dans les couloirs des hôpitaux et à voir les traumatismes de près. Il a ajouté qu'il avait été « très touché » par l'histoire de Joyce, qui « a mis en lumière la nécessité pour les autochtones de participer aux soins ».

Le travail de navigation, a-t-il expliqué, « consiste à accompagner les sans-abri autochtones dans les soins de santé, en veillant à ce qu'ils reçoivent des soins sécuritaires », ce qui, a-t-il souligné, « va bien au-delà de la simple profession médicale » et « commence par l'accompagnement, en même temps que les soins. C'est un ensemble que nous essayons de prendre en compte ». Il s'est dit privilégié de travailler avec des organisations autochtones partenaires « qui oeuvrent pour la communauté, pour les personnes les plus vulnérables », aux côtés « d'alliés au sein du système. Sans eux, notre travail serait beaucoup plus difficile ».



Lucie-Catherine Ouimet, infirmière praticienne en soins primaires de Mitchikanibikok Inik

[Première nation algonquine du lac Barrière, aujourd'hui appelée Rapid Lake], a expliqué qu'elle travaillait avec Médecins du monde et le Native Friendship Centre, toute l'équipe de navigateurs autochtones, la clinique mobile ainsi que de nombreux autres collaborateurs et organisations. Cette collaboration, a-t-elle expliqué, « crée un environnement sûr et moins stressant, beaucoup plus adapté [...] à la réalité de nos frères et soeurs qui vivent dans la rue ».

« Ce que j'essaie de faire en tant que professionnelle de la santé, c'est d'intégrer nos connaissances traditionnelles, notre héritage ancestral qui est tout aussi valable.

« Bien qu'il y ait encore du chemin à parcourir, il y a un élan que nous devons essayer de ne pas arrêter et je pense qu'il est essentiel de reconnaître qu'il y a d'autres façons d'envisager la santé, à travers ses aspects émotionnels, spirituels, physiques et cognitifs. »

Note

1. « Le *Principe de Joyce* vise à garantir à tous les Autochtones un droit d'accès équitable, sans aucune discrimination, à tous les services sociaux et de santé, ainsi que le droit de jouir du meilleur état possible de santé physique, mentale, émotionnelle et spirituelle.

« Le Principe de Joyce requiert obligatoirement la reconnaissance et le respect des savoirs et connaissances traditionnelles et vivantes des autochtones en matière de santé. »

(Photos : LML, N. Stake-Doucet, National Council Indigenous Midwives)



**Mettez fin à l'exploitation minière illégale et à l'extraction
des ressources dans le Nord de l'Ontario!**

Des milliers de manifestants à Queen's Park exigent que le gouvernement Ford respecte la compétence des peuples autochtones



Plus de 6 000 personnes, principalement des jeunes, avec des membres des communautés autochtones du nord de l'Ontario ont participé à une marche et à un rassemblement de trois heures à

Queen's Park le 27 septembre pour exiger que le gouvernement progressiste-conservateur de Ford mette fin à l'exploitation minière illégale et à d'autres activités d'extraction de ressources sur les terres autochtones sans le consentement des peuples.

La veille, les chefs et les représentants des Premières Nations Asubpeeschoseewagong (Première Nation de Grassy Narrows), Kitchenuhmaykoosib Inninuwug (Big Trout), Muskrat Dam, Neskantaga et Wapekeka, qui ont créé plus tôt dans l'année l'Alliance de défense des territoires en tant que force unie pour défendre leurs intérêts, ont cherché à rencontrer le premier ministre Ford en tête-à-tête pour lui faire signer une déclaration selon laquelle plus aucune activité minière ou autre ne se déroulera sur leurs territoires sans leur consentement. Le premier ministre a refusé de les rencontrer.



Avant la marche, le chef Rudy Turtle, de la Première Nation de Grassy Narrows, a souligné que le gouvernement Ford et le gouvernement Trudeau à Ottawa ont refusé d'écouter sa collectivité qui demande qu'on mette fin aux revendications minières et forestières illégales sur son territoire. Il a souligné que les deux ordres de gouvernement ont également refusé de prendre les mesures nécessaires pour décontaminer la rivière English-Wabigoon du mercure et mettre fin aux maladies qu'elle a causées à la collectivité[1]. Le chef Rudy Turtle a demandé à tous les peuples autochtones et à tous les Canadiens de renforcer leur soutien à sa communauté afin qu'elle obtienne justice.



Des centaines de personnes le long du parcours de la marche, de Grange Park à l'Assemblée législative de Queen's Park, ont manifesté leur soutien à l'action et certains s'y sont joints.

À Queen's Park, d'autres discours ont été prononcés. Cecilia Begg, conseillère de la bande de Kitchenuhmaykoosib Inninuwug, a notamment remercié tout le monde pour son soutien et a souligné que plusieurs jeunes de sa communauté avaient fait le déplacement jusqu'à Toronto pour participer à l'action. Elle a déclaré que la prochaine génération assumait sa responsabilité sociale en défendant la terre et les

eaux dont le peuple dépendait pour son existence depuis des milliers d'années.



Chris Moonias, chef de la Première Nation Neskantaga, a déclaré que sa communauté et les autres membres de l'Alliance de défense des territoires résisteront à toute nouvelle initiative du gouvernement Ford visant à mettre en oeuvre le projet du Cercle de feu sans leur consentement. Il a dénoncé le gouvernement Ford « corrompu » qui utilise la tactique de « diviser pour régner » en promettant de créer des emplois et d'apporter la prospérité aux peuples autochtones du territoire du cercle de feu.

Le chef Chris Moonias a souligné que les Premières Nations qui ont eu des projets d'exploitation minière sur leur territoire restent pauvres, n'ont toujours pas de logement, d'emploi ni de prospérité. Il a fait remarquer que la Première Nation Neskantaga fait l'objet d'un avis d'ébullition de l'eau depuis 28 ans, soit la plus longue période au Canada, et que rien n'a été fait pour régler ce problème. Il a ajouté que sa communauté n'est pas opposée au développement, mais pas sans sa pleine participation, pas sans son consentement libre, préalable et éclairé.

Erin Riley-Oettl, avocate spécialisée dans les droits humains à Amnesty internationale, a expliqué au rassemblement que lorsque le projet de loi C-15 a été adopté à l'été 2021 pour transposer en droit canadien la Déclaration des Nations unies sur les droits des peuples autochtones, le principe du consentement préalable, libre et éclairé a été délibérément omis. Il a été remplacé par « le droit d'être consulté », a-t-elle déclaré, et a souligné que « la consultation n'est pas le consentement. Le consentement est le droit de dire 'non' ».

Les participants ont terminé la manifestation dans l'enthousiasme, déterminés à s'opposer ensemble à l'autoritarisme colonial du gouvernement Ford et à exiger le respect des droits des peuples autochtones du nord de l'Ontario et de l'île de la Tortue.







Note

1. Dans les années 1960 et au début des années 1970, l'usine chimique Reed Paper de Dryden (Ontario), située en amont de Grassy Narrows, a déversé 9 000 kilogrammes de mercure dans la rivière English-Wabigoon, ce qui a entraîné des problèmes de santé et d'environnement persistants pour les 1 000 membres de la Première Nation de Grassy Narrows. Cela fait plus de 50 ans que la Première Nation de Grassy Narrows demande aux gouvernements fédéral et provincial de prendre des mesures immédiates pour remédier à la situation, mais ses demandes ont été ignorées.



Journée d'action nationale « Fouillez les décharges »

Des actions dans tout le pays pour exiger justice et dignité pour les femmes autochtones assassinées



Assemblée législative du Manitoba à Winnipeg

La demande de respect de la dignité des femmes autochtones assassinées à Winnipeg a reçu un large soutien dans tout le pays grâce à l'action « Fouillez les décharges. Nos femmes ne sont pas des déchets ».

Outre la manifestation sur la colline du Parlement le 18 septembre, des rassemblements et des marches ont eu lieu dans 21 villes et localités du pays, dont un grand nombre devant les assemblées législatives provinciales et les hôtels de ville, afin d'exiger des gouvernements qu'ils prennent des mesures pour mettre fin à la violence à l'encontre des femmes, des filles et des personnes bispirituelles autochtones.

Parmi les villes où des rassemblements ont eu lieu, citons Victoria, Vancouver, Terrace, Prince George, Edmonton, North Battleford, Winnipeg, Timmins, Toronto, Ottawa, Montréal, Charlottetown et Halifax.

Des membres des familles des deux femmes autochtones assassinées, Morgan Harris et Mercedes Myran, dont les corps auraient été jetés dans la décharge de Prairie Green, au nord de Winnipeg, ont participé aux rassemblements organisés à Montréal et à Toronto, ainsi que sur la colline du Parlement.

Montréal



Dans la soirée du 18 septembre, plus d'une centaine de personnes à Montréal se sont rassemblées à la Place du Canada. L'événement était organisé par le projet Iskweu du Foyer pour femmes autochtones de Montréal, qui vise à réduire et, à terme, à mettre fin à la violence à l'encontre des femmes et des filles autochtones.

Kanehsata'kehrónon Ellen Gabriel, militante de longue date et défenseure des droits humains, a été la première à prendre la parole. Elle a souhaité la bienvenue aux familles de deux femmes autochtones de Winnipeg qui seraient enterrées à la décharge de Prairie Green, « que le gouvernement néglige scandaleusement ».

« Nous parlons du colonialisme qui se poursuit, mais aussi du génocide », a-t-elle déclaré, rappelant que la Déclaration des droits de l'homme des Nations unies « parle de dignité ». « Nous sommes tous égaux en dignité et en valeur. Et ce n'est pas le message qui nous a été transmis par [...] tous les niveaux de gouvernement. » Elle a ajouté : « Il est question d'actes barbares', de 'génocide'. La première ministre du Manitoba refuse de respecter la dignité des femmes autochtones qui ont été assassinées, c'est un acte barbare. Nous luttons toujours contre le racisme au plus haut niveau des gouvernements [...] de la société, a-t-elle déclaré, ajoutant que tant que le Canada ne cessera pas de mettre en oeuvre ses politiques génocidaires [...] nous devons nous rassembler de la sorte ».





Cambria Harris, la fille de Morgan Harris, âgée de 22 ans, a parlé de la « force du nombre », affirmant que « plus nous nous rassemblons et plus nous en parlons, plus nos voix seront entendues et nous réalisons lentement que c'est en train de se produire ». Elle a appelé chacun à utiliser sa voix pour ceux qui n'en ont pas. Elle a parlé d'un système qui « a été conçu littéralement pour nous briser en tant que peuples autochtones. Il a été conçu pour nous dépouiller de nos terres, de notre culture, de notre langue, et nous voyons encore aujourd'hui les effets de la colonisation et la façon dont elle se poursuit ».

« Pourquoi tous les niveaux de gouvernement ne sont-ils pas tenus responsables de l'absence d'actions et de changements, comme dans le cas de la décision de ne pas fouiller la décharge ? » a-t-elle demandé, ajoutant que les femmes autochtones ne sont pas des déchets. « Nous sommes les matriarches de notre société. Nous sommes les piliers de notre nation et nous le serons toujours. Nous sommes les porteuses de l'eau sacrée. Nous portons cette belle vie en nous pendant neuf mois... ».



Elle a conclu en disant que « ce n'est pas un problème des peuples autochtones », mais « le problème du Canada » et que cela se produit « sur l'île de la Tortue, partout, où que vous alliez. Il se trouve que Winnipeg est l'épicentre des femmes et des filles autochtones disparues et assassinées ».

Rien qu'en 2022, plus de 9 000 signalements de personnes disparues ont été enregistrés à Winnipeg et 53 homicides ont été commis, dont une grande majorité de femmes autochtones.

Melissa Robinson, membre de la famille de Morgan Harris, a déclaré : « Lorsque nous disons que le gouvernement essaie de nous briser, [...] il n'y parviendra pas. » Elle a ajouté : Nous n'allons pas nous arrêter. ... Nos femmes seront ramenées à la maison, non seulement à Winnipeg, mais aussi toutes les femmes autochtones disparues sur l'île de la Tortue. »

Les participants ont quitté l'événement plus déterminés que jamais à obtenir le large soutien du public, si nécessaire pour que les crimes commis contre les femmes, les filles et les personnes bispirituelles autochtones, ainsi que contre tous les peuples autochtones, fassent vraiment partie du passé.

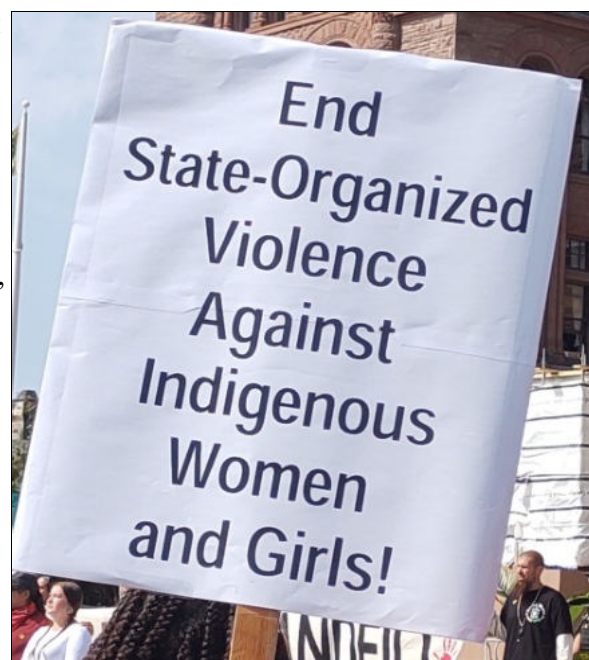
Toronto



Le 21 septembre, à Toronto, près d'une centaine de personnes ont marché du Native Canadian Centre jusqu'à l'Assemblée législative de l'Ontario, à Queen's Park, pour demander que la décharge de Prairie Green soit fouillée afin de retrouver les dépouilles de Mercedes Myran et de Morgan Robinson.

Les participants ont scandé des slogans tels que « Fouillez les décharges », « Ramenez nos soeurs à la maison » et « Pas de fierté dans le génocide ». Tout au long du parcours, de nombreuses personnes en voiture et à pied ont exprimé leur soutien en klaxonnant et en levant le poing. Les participants ont rempli les intersections de College et Spadina, puis de College et University, où les chants et le son des tambours ont envahi les rues et où les participants se sont joints à des danses rondes.

Des membres des familles des femmes assassinées ont participé à la marche et au rassemblement. À Queen's Park, Jorden Myran, la soeur de Mercedes Myran, a exprimé sa colère et sa déception face à l'inaction de tous les niveaux de gouvernement pour rechercher sa soeur et les autres victimes dans la décharge et



les ramener chez elles afin qu'elles puissent être honorées et enterrées comme il se doit. Cambria Harris, la fille de Morgan Harris, a dénoncé le racisme et l'attitude coloniale de l'État canadien, qui continue de traiter les femmes assassinées comme des déchets et non comme des êtres humains dignes de respect. Elle a remercié les résidents de Toronto et de tout le Canada pour le soutien croissant qu'ils apportent à la fouille de la décharge.



La chef Kyra Wilson, de la Première Nation de Long Plain, au Manitoba, s'est également exprimée à Queen's Park. Elle a fait remarquer que les gouvernements de l'État canadien, à tous les niveaux, ne prennent pas au sérieux la question des femmes et des filles autochtones assassinées ou disparues, comme en témoignent l'indifférence et la lenteur avec lesquelles ils ont répondu aux appels des familles des femmes assassinées qui demandaient que la décharge soit fouillée.

Elle a déclaré que la fouille de la décharge aura lieu d'une manière ou d'une autre et que si le gouvernement canadien n'est pas disposé à le faire, les peuples autochtones le feront. Elle a également souligné que d'autres décharges au Canada pourraient également contenir les restes de femmes et de jeunes filles autochtones assassinées ou disparues.





Les orateurs ont remercié toutes les personnes présentes et ont souligné qu'ils avaient également reçu un soutien important lors des rassemblements organisés plus tôt dans la semaine à Ottawa et à Montréal, et que ce soutien et cet amour étaient décisifs dans leur quête de justice.

St. Catharines



Winnipeg





Camp à la décharge de Brady

Edmonton



Le temps était gris et froid lorsque des centaines de personnes se sont rassemblées sur le terrain de l'Assemblée législative de l'Alberta pour la Journée nationale d'action pour fouiller la décharge, mais les robes rouges rayonnaient intensément et la colline bourdonnait d'activité. Des robes rouges ont été placées sur des bâtons, suspendues comme sur des croix. Les jeunes ont fait la queue pour se faire peindre le visage, la plupart choisissant le dessin de la main rouge sur la bouche. Puis Chubby Cree a commencé à jouer du tambour.

Kookum Kathy Hamelin a prononcé une prière en langue crie, puis en anglais et, à la fin, elle a remercié le créateur d'avoir fait apparaître le soleil à ce moment-là. Le soleil brille alors qu'elle annonce que la marche se poursuivra vers l'est jusqu'au centre des congrès Shaw, où se tient la conférence « La sécurité dans nos villes » des services de police d'Edmonton. Elle a demandé à la foule : trottoir ou la rue ? La foule a répondu : La rue !

L'organisatrice Judith Ann Gale a annoncé qu'elle venait d'être informée du refus de Justin Trudeau d'intervenir et d'ordonner la recherche des dépouilles, sous prétexte que la décharge ne relève pas de sa compétence. La réaction face à cet abus de la famille invitée à Ottawa pour d'autres discours creux et des rebuffades était palpable. Elle a rappelé que les conventions de Genève exigent que les morts, dans les conflits internationaux et non internationaux, soient enterrés dans la dignité. En cas de violence organisée par l'État et de génocide, cette loi s'applique aux femmes, aux jeunes filles et aux personnes bispirituelles autochtones assassinées ou disparues, et le Canada doit respecter ses obligations, a-t-elle dit.



De nombreuses femmes d'Edmonton se sont rendues à Winnipeg pour passer du temps dans les

campements – le camp Morgan et le camp Mercedes. Elles ont parlé de leur expérience, de ce qu'elles ont appris, de la douleur et du chagrin de ceux qui ont perdu des êtres chers, de la force et de la guérison qui découlent du fait de se tenir debout et d'agir ensemble, et de l'énorme détermination à continuer jusqu'à ce que les recherches soient menées à bien. Les orateurs ont insisté sur le fait que nous ne faisons qu'un. C'est l'affaire de tous, chacun a sa place et la voix de chacun est nécessaire pour s'exprimer et agir afin de mettre fin aux conditions dans lesquelles le génocide des femmes, filles et personnes bispirituelles autochtones se poursuit.

Tout le monde est ensuite descendu dans la rue, avant de se rendre au Centre des congrès où un rassemblement animé a eu lieu.

Dites leurs noms : Morgan Harris, Mercedes Myran, Tanya Nepinak et Mashkode Bizhiki'ikwe ou Buffalo Woman !



Prince George





Le 15 septembre, des aînés des Premières Nations, des membres de leur famille, des organisations locales et des défenseurs des droits se sont rassemblés pour démontrer leur force collective et exiger que des mesures soient prises pour mettre fin à la situation injuste et totalement inacceptable dans laquelle se trouvent tant de femmes, de filles, d'hommes, de garçons et de personnes bispirituelles autochtones.

Les histoires personnelles, les tambours, les chants et les discussions entre les participants ont reflété la voix grandissante de la communauté dans le nord de la Colombie-Britannique, qui réclame justice pour toutes les femmes, filles et personnes bispirituelles autochtones disparues et assassinées et demande que les décharges de Winnipeg soient fouillées afin que les femmes qui s'y trouvent soient rendues à leurs familles et à leurs communautés.

Victoria



Charlottetown



(Photos : LML, Assembly of Manitoba Chiefs, C. Peters, D. Driedger, J.O. Smith, M. Troin, Standing Bear Network, M. Graeme, T. Murphy)



Rassemblement sur la colline du Parlement à l'ouverture de la session d'automne



Des centaines de personnes se sont rassemblées sur la colline du Parlement à Ottawa le lundi 18 septembre, afin de rendre hommage aux femmes, aux filles et aux personnes bispirituelles autochtones assassinées et disparues, et pour exiger que les deux décharges de Winnipeg soient

fouillés afin de ramener chez elles les quatre soeurs par l'esprit. Il s'agit de Morgan Harris, Mercedes Myran, Tanya Nepinak et une femme qui n'a pas encore été identifiée et qu'on a appelée Mashkode Bizhiki'ikwe [femme bison].



Cambria, la fille de Morgan Harris, a bien décrit le problème. « C'est un triste constat lorsque nous devons ainsi nous rassembler pour faire entendre nos voix sur une question aussi fondamentale que la dignité humaine », a-t-elle dit.

Cambria et les membres de la famille de Mercedes Myran ainsi que Cathy Merrick, grande cheffe du Manitoba de l'Assemblée des chefs du Manitoba, Kyra Wilson, cheffe de la Première Nation de Long Plain, et d'autres, ont été invitées à rencontrer le ministre des Relations Couronne-Autochtones le 18 septembre.

Cambria n'a pas apprécié la rencontre, soulignant qu'en plus d'être retraumatisées, elles ont été

informées que d'autres questions sur la faisabilité de la fouille devaient être répondues avant que quoi que ce soit puisse être fait.. Lorsqu'elles ont demandé de quelles questions il s'agissait, le ministre n'a pas répondu.

Le gouvernement du Manitoba refuse de payer pour la fouille, évoquant des questions de sécurité. On a demandé des « études de faisabilité » aux Assemblées et l'Assemblée des chefs du Manitoba en ont fournies. La réponse de Cambria a mis en relief la brutalité du gouvernement qui ne bouge pas sous prétexte de respecter la procédure. Elle a dit : « Nulle part au Canada, aux États-Unis ou ailleurs dans le monde une famille doit-elle fournir une étude de faisabilité pour prouver que leur être cher vaut la peine d'être trouvé. »

« Chaque niveau de gouvernement, pas seulement au provincial, mais au fédéral et au municipal, a un rôle à jouer pour retrouver ces femmes. Les droits issus des traités de ma mère sont bafoués. Elle a besoin d'une sépulture digne, d'une cérémonie convenable. Elle est coincée entre le monde d'ici-bas et le monde des esprits parce qu'elle n'a eu une sépulture digne », a dit Cambria. « Pourquoi tous les niveaux de gouvernements se traînent-ils les pieds, se pointant du doigt parce qu'ils ne peuvent pas trouver le moyen de fouiller les décharges. Nous savons comment, nous avons fait des études de faisabilité, nous avons prouvé que ma mère vaut qu'on la cherche. Si le gouvernement ne veut pas le faire, alors la communauté ira de l'avant et nous retrouverons nos êtres chers », a-t-elle dit.

« Abandonner des femmes autochtones dans une décharge crée un précédent dans le sens que si un de nos membres disparaît, on ne pensera pas une seconde à les retrouver », a dit Cambria. « Cela renforce la normalisation du génocide autochtone. Ce n'est pas un problème purement autochtone, c'est un problème qui concerne tous les Canadiens », a-t-elle conclu.

Cambria ainsi que d'autres membres de la communauté ont monté le campement Morgan en décembre 2022 près de la décharge de Brady pour exiger qu'il soit fouillé. Le 18 septembre, le camp en était à son 274e jour. En juillet, ils ont monté un deuxième campement, le campement Mercedes, près du Musée canadien pour les droits de la personne.

La tante de Morgan Harris, Melissa Robinson, a dit : « Nous n'accepterons pas qu'on nous dise non, nous allons continuer de nous battre et de défendre toutes nos femmes partout sur l'Île de la Tortue. Toutes les décharges seront fouillées et elles vont toutes revenir à la maison. Même après leur mort,

nous ne pouvons refuser cela à nos femmes. Elles méritent cette dignité, une sépulture digne. Je ne mourrai pas en sachant qu'un membre de la famille, ma jeune cousine Morgan, est couchée dans une décharge. Si c'est nous qui devons faire le travail, alors nous le ferons. Comme l'a dit ma nièce Cambria, donnez-nous les pelles, nous irons, nous le ferons, nous les ramènerons à la maison. »



Chaque oratrice a parlé avec son cœur, soulignant que c'était une question qui concernait tout le corps politique canadien. Pendant qu'elles parlaient, les édifices du parlement se dressaient lugubrement, menaçants même, en arrière-plan. Il était difficile d'imaginer que la première journée de la session d'automne avait lieu à l'intérieur, et qu'une question envers laquelle le gouvernement s'était engagé, les femmes et les filles autochtones assassinées et disparues, n'était pas à l'ordre du jour.

L'automne dernier, tous les partis au parlement auraient pu saisir un moment historique en adoptant une motion voulant que les députés ne prêtent plus allégeance au roi d'Angleterre, le symbole même du racisme colonial britannique et des actes génocidaires contre les nations autochtones. Les libéraux et les conservateurs en particulier ont été les plus véhéments à s'opposer à la motion, disant qu'ils avaient des priorités plus immédiates et que l'ordre constitutionnel était ce qu'il y avait de plus important à préserver. Ils ont catégoriquement refusé de discuter des préoccupations du peuple tout en dissimulant leur complicité à perpétuer un ordre colonial qui permet de telles atrocités où des femmes et des filles sont tuées et jetées dans des décharges.

Les Canadiens de tout horizon exigent que justice soit faite pour les familles des femmes, des filles et des personnes bispirituelles assassinées et disparues.

***Cela peut se faire !
Fouillez les décharges !***



(Photos : LML, Peace Brigades International, L. Gazan, D. Deby, B. Hendry)



